

Solidaires en action

N° 149

Le 30 octobre 2017

Ayons confiance en nous

Depuis le mois de mai nous savons que nous allons devoir faire face à des attaques sans précédent ces dernières décennies contre le monde du travail. Que l'on soit dans des entreprises privées ou dans des services publics, **toutes et tous les salarié-es ont à perdre de l'avancée d'une société et d'une économie au service des puissants qui écrase les améliorations sociales, fait régresser les droits des femmes et oublie les enjeux écologiques.** La force de ce gouvernement c'est aussi de s'appuyer sur la désespérance et le renoncement. C'est de faire croire qu'il n'y a pas d'autres alternatives que la fuite en avant libérale avec comme seule horizon le capitalisme. On en arrive même à nous faire croire qu'il faut que les riches le soient plus encore pour que les choses s'améliorent. On nage en plein délire!

Depuis le mois de mai, l'Union Solidaires a proposé l'organisation d'intersyndicales pour construire une riposte unitaire. La désunion syndicale à l'échelle nationale liée en partie au leurre de la négociation avec ce gouvernement a affaibli la construction de la mobilisation sociale. Heureusement il y a eu de nombreuses initiatives départementales et sectorielles.

La contestation et la colère sont bien réelles mais il n'y a pas encore d'étincelle qui fasse tout exploser. **Il faut continuer de travailler à lier les contestations et à rechercher l'unité pour développer un vaste mouvement social capable d'arrêter le rouleau compresseur et d'inverser la tendance.**

Les journées de grèves à répétitions « saute moutons » ont une utilité si elles servent à mobiliser et à pousser plus de monde dans l'action. C'est pourquoi **il faut réussir la mobilisation unitaire du jeudi 16 novembre.**

Mais seule la construction de grèves fortes et si possible reconductibles peuvent permettre de créer un blocage général et massif de l'économie permettront d'avoir un rapport de force suffisant. Nous le souhaitons et cherchons à les construire.

C'est bien la grève qui impacte la production économique et qui libère du temps pour construire la mobilisation. Mais nous savons qu'il ne sert à rien d'être péremptoire mais qu'il faut bien partir de la réalité.

La convergence se construit à partir des luttes sectorielles : il s'agit de mettre en avant les intérêts communs et l'importance de faire front de façon interprofessionnelle pour gagner. Alors oui, disons-le, il est possible de gagner.

Imposons ensemble de vraies solutions contre le chômage et la misère :

- ◆ hausse du salaire, à commencer par un SMIC à 1700 euros,
- ◆ partage des richesses,
- ◆ baisse du temps de travail à 32h sans perte de salaire ou flexibilisation,
- ◆ développement des services publics pour répondre aux besoins sociaux et à l'urgence écologique.

Nous serons dans la rue et aux côtés des salarié-es, jeunes, chômeurs-euses, précaires, retraité-es. Nous serons à chaque instant disponibles et à l'initiative pour construire des fronts unitaires.

Faisons de notre combat pour la justice sociale un combat commun où les stratégies construites et respectueuses de nos identités et valeurs, nous ferons tous et toutes gagner !



Travail social : mobilisation le 20 novembre

La casse du travail social est en marche. Les départements se désengagent, réduisent les financements ou imposent des appels à projets plaçant les associations en concurrence les unes contre les autres. Avec la « loi travail XXL » le dumping social va se généraliser et dégrader une fois de plus nos conditions de travail et la qualité des services rendus aux publics.

Dans les services publics, que ce soit à la Protection judiciaire de la jeunesse, à la Caisse d'allocations familiales, dans la Psychiatrie, à l'Éducation Nationale, à l'Aide sociale à l'enfance, à Pôle Emploi, dans les services territoriaux, **les coupes budgétaires, les externalisations, le management par les chiffres deviennent la norme et remettent en question le sens même de nos missions d'entraides et de solidarités.**

Les mobilisations récentes ou en cours dans nos différents services ou institutions témoignent d'une volonté d'en découdre et de résister !

♦ Parce que **nous refusons la marchandisation de nos secteurs** et le développement des politiques d'austérité qui entraînent des diminutions de financement des services publics et de l'action sociale.

♦ Parce que **nous refusons la casse de nos acquis sociaux** facilitée par la loi travail XXL, la généralisation des appels à projets et le démantèlement de nos conventions collectives.

♦ Parce que **nous refusons une commande publique qui verse de plus en plus dans le contrôle social** des opprimé-es et qui tourne ainsi le dos aux valeurs d'intérêt général et de solidarité que fondent nos engagements.

♦ Parce que **nous refusons une standardisation du travail** engendrée notamment par les nouveaux modes de management.

Nous appelons à la mobilisation des secteurs sociaux et médicosociaux dans une logique de convergence entre les secteurs publics et les secteurs privés, à travers une journée de grève et de manifestation le 20 novembre 2017.

Finances publiques : grève le 23 novembre

Les agents des finances publiques seront en grève le 23 novembre **contre les coups très rudes qui sont portés à leurs emplois, leurs missions, leurs conditions de travail.**

Leurs emplois d'abord : la DGFIP est devenue le premier contributeur des suppressions d'emplois publics, et c'est le premier facteur de la grave **détérioration des conditions de travail des agents**. La pression au travail augmente, la gestion des personnels est dérégulée, et évolue vers une gestion des ressources humaines flexible par des chefs de service devenus managers.

Le service public des finances publiques est déstructuré, le gouvernement procède à des suppressions de trésoreries de proximité par dizaines et mène une politique forcenée de concentration des services. La prochaine étape qui se dessine, c'est la privatisation de missions, ou l'abandon de missions pur et simple avec le programme Action publique 2022 lancée par Darmanin dans la fonction publique.

Quant aux usagers, le gouvernement n'en a cure. Ils devront s'adapter à une administration numérisée au sein de laquelle la dématérialisation règne. Foin de la proximité géographique et du contact humain, et c'est bien sûr les zones géographiques les plus reculées qui se trouvent le plus pénalisées : **l'égalité d'accès au service public n'est plus qu'un vain mot.**

Contrats aidés : nouvelle mobilisation le 10 novembre

Suite à la décision brutale du gouvernement de supprimer 260 000 contrats aidés en 2017 et 2018, nous ne cessons d'alerter le gouvernement sur le **plan social massif en cours** (courriers, communiqués de presse, rassemblement le 26 septembre devant Berçy, mobilisation le 18 Octobre) qui s'entête et refuse toujours de discuter malgré les suppressions d'emplois (cf www.syndicat-asso.fr/cartocrise/) notamment dans le secteur associatif (mais pas seulement !).

Le syndicat ASSO demande au Gouvernement :

♦ La **requalification en CDI et la titularisation de tous les contrats aidés** sans mesures dérogatoires au droit du travail ni temps partiels imposés.

♦ L'**abrogation des exonérations patronales** attachées aux contrats aidés et aux bas salaires (CITS) pour la préservation de notre modèle social.

♦ Un **financement à la hauteur des besoins pour le secteur associatif.**

Face à leur volonté de faire du secteur associatif un laboratoire de précarité et de supprimer des dizaines de milliers d'emplois, nous appelons tous et toutes les salarié.es associatifs à se mettre en grève le vendredi 10 novembre et à amplifier leur mobilisation.

De nombreuses initiatives, relayées par différentes organisations de Solidaires, auront lieu dans plusieurs villes de France, et un préavis de grève déposé par Solidaires Fonction publique couvrira les agent-es ce jour-là.

AP-HP : marche des hospitalier-es

Le gouvernement l'a annoncé, la baisse des dépenses publiques reste l'axe majeur de sa politique. Dans ce contexte, l'hôpital comme les autres services publics devrait participer de l'effort national, comme une contribution au serrage de ceinture autrement dit.

Or les budgets alloués depuis maintenant de nombreuses années, ont poussé jusque dans leur plus profond retranchement les capacités d'adaptation de nos établissements. Puisque l'heure n'est pas au changement, que l'austérité va succéder à l'austérité, il y a fort à parier que la qualité du service et les conditions de travail des agents vont encore se dégrader.

Pourtant nous sommes nombreux-euses à penser que le fond est déjà touché et qu'à continuer dans ce sens les décideurs politiques et leur bras armés dans les directions auront tôt fait de démotiver, de dégoûter, d'écoeurer, les hospitalier-es.

Trop de démissions, de dépressions professionnelles, de burn-out, d'absentéisme, d'arrêts maladie ou même de suicides liés à nos conditions de travail. Ces actes sont trop souvent minimisés, tus, ce n'est plus supportable !

SUD Santé appelle les hospitalier-es à briser l'omerta, à dire ce qu'ils/elles vivent dans leurs services, le manque d'effectif, le manque de moyens, le « bricolage » quotidien, les plannings incertains, les repos refusés, les vacances déplacées... SUD Santé appelle les hospitalier-es à se rencontrer, partager, briser l'isolement.

Depuis début septembre, **SUD Santé AP-HP organise une marche des hospitalier-es, en direction des collègues et des usagers de l'hôpital** dans une volonté de faire sauter les non-dits, pour défendre un hôpital d'excellence et de proximité.

Il y a forcément une étape près de chez vous, rejoignez -nous !!



Aspet (31) : les factrices sont en grève

Depuis le 21 Septembre 2017, **les factrices d'Aspet sont en grève illimitée à l'appel de SUD et de la CGT contre la réorganisation du travail.** Elles refusent en bloc les nouvelles conditions de travail qui vont se mettre en place prochainement. En effet, La Poste a décidé que les Travaux intérieurs (tri et préparation de la tournée), seront effectués sur le site de Saint Gaudens et que seuls les travaux extérieurs (la tournée) seront faits à Aspet.

Avec la mise en place de cette nouvelle organisation, c'est la disparition d'une qualité de service plus que satisfaisante sur Aspet et l'aggravation prévisible des conditions de travail.

Les collègues ont le soutien de la population et déjà plus de 1500 signatures ont pu être récoltées. **Plus que jamais, La Poste se moque de ses agents et des usager-es !**

Poitiers : solidaires contre la répression

En 2016 durant la mobilisation contre la loi travail 1, l'intersyndicale de la Vienne, réunissant CGT-FO-FSU-SOLIDAIRES-CNT.SO-UNEF-SGL, avait appelé le 19 mai 2016 à une manifestation jusqu'à la gare et a décidé d'occuper, en cours de trajet, les voies ferrées. Environ 500 personnes ont participé à cette **action qui s'est déroulée dans le calme et sans aucune dégradation.** 11 manifestant-es connu-es pour leur militantisme politique et/ou syndical ont ensuite été convoqué-es au commissariat de police le 28 juin 2016.

Suite à cette enquête policière très orientée, 9 manifestant-e-s sont appelés à comparaître devant le tribunal correctionnel de Poitiers le 17 novembre 2017. Parmi les 9 prévenu-es se trouvent deux camarades de Solidaires : Pierre, secrétaire de SUD Education et Recherche 86, et Benoit, secrétaire de SUD PTT 86. Les 7 autres prévenu-es sont connu-es pour leur **militantisme politique ou syndical et leur engagement anticapitaliste.** Ils et elles sont accusé-es d'avoir « pénétré, circulé, ou stationné, sans autorisation, dans les parties de la gare SNCF non affectées à la circulation publique », et d'avoir « entravé la mise en marche ou circulation d'un véhicule de chemin de fer et autres ». Ils encourent une peine d'emprisonnement d'un an et une amende de plusieurs milliers d'euros !

Nous revendiquons la relaxe des 9 prévenu-es convoqué-es au tribunal correctionnel de Poitiers le 17 novembre 2017 !

L'union syndicale Solidaires 86 appelle les sympathisant-e-s, adhérent-e-s, militant-e-s et organisations syndicales, politiques et associations, à manifester leur solidarité envers les camarades convoqué-es par un soutien à la fois politique et financier et à participer aux actions qui seront organisées.

Blog du comité de soutien <https://soutienpoursuiviespoitiers.noblogs.org/>

Pétition en ligne à signer et faites circuler sur vos réseaux <http://9depoitiers.wesign.it/fr>

Soutien financier pour les 9 prévenu-es <https://soutienpoursuiviespoitiers.noblogs.org/soutienfinancier/>

DIRRECTE Ile de France : pour le retrait du plan social

Pendant que Macron et Pénicaut réduisent les protections des travailleur-euses à néant avec leurs ordonnances, la directrice régionale avance sur son projet de plan social à la DIRECCTE (**plus de 80 postes supprimés dans tous les services sur la seule Ile de France**). Partout nos services sont au bord de l'asphyxie, mais les directeurs départementaux planchent d'ores et déjà sur les projets de redécoupage de sections et de réorganisation des services pour les adapter aux objectifs de suppressions de postes : groupes de travail ici, premières annonces là... avec une application prévue au 1^{er} janvier 2018.

A l'appel unanime des syndicats du ministère du travail (CGT, FO, SUD TAS, FSU), **les agent/es d'Ile-de-France sont, depuis le mois de mai, entré-es dans l'action** : rassemblement de 300 agent/es à la DIRECCTE suivie d'une occupation le 18 mai, manifestation nationale le 20 juin, interpellation des directions départementales, cortège intersyndical lors de la journée interprofessionnelle du 12 septembre, rassemblement le 3 octobre devant les locaux régionaux à Aubervilliers...

Violences sexistes : notre corps n'est pas un objet !

Une mobilisation sans précédent a eu lieu ces derniers jours sur les réseaux sociaux contre l'une des formes du sexisme : le harcèlement sexuel. L'ampleur des témoignages démontre ce que nous savons depuis longtemps : **plus le sexisme est quotidien et toléré, plus les prédateurs se sentent tout permis** ! Et ils restent trop nombreux à considérer que le corps des femmes est leur objet, qu'un « non » à leurs « avances » signifie en fait un « oui », qu'elles n'avaient qu'à pas s'habiller comme ça... pour en rester à des exemples qu'on entend encore trop souvent ! L'ampleur des témoignages montre aussi que c'est le plus souvent l'omerta et l'impunité qui priment et cela doit enfin cesser !

Le travail contre les violences sexistes est associé à notre engagement féministe. Au-delà de la défense des salariées victimes de ces agressions et harcèlements, notre engagement se comprend comme le refus de cette tolérance sociale qui va des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes aux agressions sexistes, et sexuelles... Pour contrer ce qui relève d'une société encore sous domination masculine, **il est indispensable d'agir dans tous les espaces sociaux : famille, école, travail, culture, médias...** en développant une éducation non sexiste dès la petite enfance, en interdisant les publicités et autres supports de communication véhiculant des messages sexistes, en appliquant les lois déjà existantes et en les faisant connaître partout !



Pour Solidaires, il est indispensable d'avoir une **politique globale et pérenne contre les inégalités et stéréotypes de genre**, qui ne doit souffrir d'aucune restriction budgétaire ou de moyens humains. Nous serons de toutes les mobilisations contre les violences faites aux femmes : celles que nos équipes dénoncent au quotidien, en intervenant sur les lieux de travail, ou grâce à des instances que le gouvernement actuel veut supprimer (comme le CHSCT...). Et celles à l'appel des collectifs féministes notamment lors du **25 novembre prochain, journée internationale contre les violences faites aux femmes**.

Retrouvez outils et articles utiles pour se mobiliser et répondre aux sollicitations des salarié-es sur ces questions sur le site de Solidaires : <https://www.solidaires.org/Lutte-contre-le-sexisme-le-harcelement-sexuel>

Zone à défendre : et maintenant le jeu !

“Zone à défendre” est un jeu de société coopératif où vous incarnez des occupant-es de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en lutte contre un projet d'aéroport destructeur et nuisible. Pour gagner il vous faudra construire, semer, communiquer, tout en empêchant la progression des forces de l'ordre.

« Zone à défendre » est un **jeu de plateau, coopératif, stratégique, politique (mais pas chiant)**, de 1 à 6 joueur-ses, dès 14 ans, durée d'une partie de 1h à 1h30.

C'est l'association « la mare au diable » dont certain-es membres sont zadistes qui a coordonné le développement et la conception du jeu de la ZAD. Cette asso “organise des événements anarcho-ludiques” et travaille déjà sur un prochain jeu : “marche ou grève”.

C'est un jeu qui peut facilement être mis à disposition dans une bibliothèque militante d'un syndicat ou d'un Solidaires local ou dynamiser une table d'un stand militant. Il peut aussi devenir le cadeau incontournable pour faire connaître autour de soi, la lutte de Notre Dame des Landes. Une nouvelle édition de 1000 boîtes est lancée par les zadistes avec une livraison prévisionnelle pour les fêtes de fin d'année. Solidaires en a commandé 150 exemplaires pour pouvoir envoyer un exemplaire à chaque Solidaires local. Les organisations souhaitant participer à la diffusion du jeu plus largement, peuvent passer commande par le formulaire en ligne ci-dessous. Une commande groupée par organisation est possible par ce formulaire en ligne :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScss1UTdrfxKTVWdTMZ6BU2NDm3T30kDa_TTHz5y5os9ayqFg/viewform

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/Mobilisations-et-actualites>